



CENTRE DE GESTION DE LA
FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

MARCHE PUBLIC DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

PROCEDURE ADAPTEE

En application de l'article 27
du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016
relatif aux Marchés Publics

**Hébergement des applications
du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale
d'Ille et Vilaine (CDG 35) et services associés**

***Cahier des Clauses Administratives Particulières
(CCAP)***

***N° du marché public
MP-TIC-2018-47***

Service Ressources Finances / Marchés Publics
--

SOMMAIRE

Article 1 :	Pouvoir adjudicateur.....	3
Article 2 :	Objet du marché	3
Article 3 :	Pièces contractuelles du marché	3
Article 4 :	Décomposition en tranches ou en lots.....	4
Article 5 :	Procédure	4
Article 6 :	Durée du marché	4
Article 7 :	Sous-traitance.....	4
Article 8 :	Délais d'exécution	4
Article 8.1 :	Délais de base.....	4
Article 8.2 :	Prolongation des délais d'exécution	4
Article 9 :	Constatation de l'exécution des prestations	4
Article 10 :	Prix et rémunération.....	5
Article 10.1 :	Nature des prix	5
Article 10.2 :	Caractère du prix.....	5
Article 10.3 :	Modalités de variation des prix	5
Article 10.4 :	Contenu des prix	5
Article 11 :	Modalités de règlement du marché	5
Article 11.1 :	Format électronique	5
Article 11.2 :	Format papier.....	5
Article 11.3 :	Paievements.....	6
Article 11.4 :	Présentation des demandes de paiement.....	6
Article 11.5 :	Délai global de paiement	6
Article 12 :	Pénalités	6
Article 13 :	Confidentialité.....	6
Article 14 :	Propriété des données	6
Article 15 :	Résiliation	6
Article 16 :	Assurance	7
Article 17 :	Règlement des litiges.....	7
Article 18 :	Modification du marché	7
Article 19 :	Dérogation au CCAG-TIC	7

Article 1 : Pouvoir adjudicateur

Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Ille et Vilaine
Village des Collectivités Territoriales
1, avenue de Tizé
CS 13600
35236 Thorigné Fouillard Cedex

Article 2 : Objet du marché

Le présent marché a pour objet de fournir un ensemble de prestations d'hébergement d'applications informatiques et de services associés pour le compte du Centre de Gestion de la Fonction Publique d'Ille-et-Vilaine (CDG 35).

Ces applications regroupées sous le nom d'outils collaboratifs comprennent les services suivants :

- ✚ la messagerie Zimbra avec calendrier partagé
- ✚ le portail d'applications ALKANET, comprenant
 - La console d'administration,
 - Le site internet,
 - Le site intranet,
 - Les applications suivantes
 - Réservation de ressources (parc automobile, salles de réunion, matériels),
 - Gestion Electronique de Documents (GED) et moteur de recherche,
 - Gestion de tickets,
 - Forum,
 - Sondage,
 - Wiki,
 - Uploader (échange de fichiers)
- ✚ la plateforme d'échanges de documents (PFE).

Le portail d'applications ALKANET ainsi que la PFE sont développés et gérés par la société ALKANTE.

Les prestations attendues dans ce marché comprennent :

- ✚ la récupération de la plateforme de l'hébergeur actuel,
- ✚ l'administration des serveurs, réseaux et des bases de données,
- ✚ l'exploitation et la supervision des serveurs,
- ✚ la sauvegarde des données,
- ✚ la maîtrise d'œuvre et le pilotage de l'hébergement,
- ✚ la réversibilité.

La plateforme technique mise en place se devra d'être évolutive et ouverte en termes de volumétrie et de technologie.

Une prestation supplémentaire éventuelle est envisagée pour la gestion des pics de charge sur le site internet (article 5.13 du CCTP).


Article 3 : Pièces contractuelles du marché

Les pièces contractuelles du marché sont énumérées comme suit par ordre de priorité décroissante :

Pièces particulières :

- ✚ l'Acte d'Engagement (AE), et ses annexes jointes, signés :
 - bordereau des prix unitaires hors taxes
 - l'acte de sous-traitance le cas échéant
- ✚ le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- ✚ le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- ✚ le cadre de réponse technique du candidat
- ✚ le mémoire technique du candidat

Pièces générales :

-  le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Techniques de l'Information et de la Communication (CCAG-TIC) approuvé par arrêté du 16 septembre 2009

Il est précisé que les pièces constitutives du marché prévalent, en cas de contradiction entre elles, dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-avant. Les pièces générales, bien que non annexées aux autres pièces constitutives du marché sont réputées connues du titulaire.

Article 4 : Décomposition en tranches ou en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

Article 5 : Procédure

La présente procédure adaptée est soumise aux dispositions de l'article 27 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2018 relatif aux Marchés Publics.

Article 6 : Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée initiale d'un an à compter du **24 mars 2019**.

Il est reconductible trois fois pour une période d'un an à la date anniversaire de la notification du marché.

Conformément à l'article 16 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics, la reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer.

Dans le cas où le marché ne serait pas reconduit suite à la décision du pouvoir adjudicateur, le titulaire en sera informé au moins trois mois avant la fin de la validité du marché en cours.

Article 7 : Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Le sous-traitant, dont les conditions de paiement auront été agréées par la personne publique, bénéficiera du paiement direct par le CDG 35, pour toute somme supérieure ou égale à 600 euros HT.

Les conditions de paiement du sous-traitant sont identiques à celles du titulaire.

Chaque sous-traitant devra justifier qu'il est à jour de ses obligations fiscales et sociales.

Le candidat devra également fournir, pour chaque sous-traitant, toutes les pièces pour justifier de ses capacités (article 11.1 du règlement de consultation).

Article 8 : Délais d'exécution

Article 8.1 : Délais de base

Les délais d'exécution des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces du marché.

Article 8.2 : Prolongation des délais d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13-3 du CCAG-TIC.

Article 9 : Constataion de l'exécution des prestations

La constatation d'exécution des prestations sera réalisée conformément aux dispositions de l'article 6 du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Article 10 : Prix et rémunération

Article 10.1 : *Nature des prix*

Les bons de commande seront traités sur la base des prix exprimés dans le cadre du bordereau des prix unitaires des prestations joint en annexe 1 de l'acte d'engagement.

Article 10.2 : *Caractère du prix*

Les prix sont fermes et définitifs la première année d'exécution du marché. Ils sont ensuite révisibles selon les modalités décrites à l'article 13.3 du CCAP.

Article 10.3 : *Modalités de variation des prix*

Les prix mentionnés au bordereau des prix unitaires sont fermes la première année d'exécution et révisibles, à la hausse comme à la baisse, annuellement, à la date anniversaire du marché, selon la formule suivante :

$$P1 = P0 \times (S1 / S0)$$

P1 : prix révisé

P0 : prix contractuel d'origine

S0 : indice SYNTEC de référence retenu à la date contractuelle d'origine

S1 : dernier indice publié à la date de révision

Une fois révisés, les prix demeurent fermes pour l'année d'exécution du marché, jusqu'à la prochaine révision. Pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs sera effectué par arrondissement au millième supérieur.

Lorsque l'indice de révision des prix a été supprimé et que la révision des prix est ainsi rendue impossible, il est fait usage, sans que la passation d'un avenant ne soit nécessaire, de l'indice de remplacement proposé par la fédération SYNTEC. Les valeurs de l'indice supprimé sont converties en valeur du nouvel indice utilisant le coefficient de raccordement proposé par la fédération SYNTEC.

Les indices sont disponibles sur le site de fédération SYNTEC : <http://www.syntec.fr/>

Article 10.4 : *Contenu des prix*

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Article 11 : Modalités de règlement du marché

Article 11.1 : *Format électronique*

L'envoi des factures sous format électronique est à privilégier.

Elles devront être adressées sous format .pdf à l'adresse suivante : finances@cdg35.fr.

Article 11.2 : *Format papier*

Si l'envoi sous format électronique n'est pas possible, les factures sous format papier, afférentes au paiement des prestations, seront établies en un original et deux exemplaires.

Elles seront adressées à l'ordre de :

Monsieur le Président
Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Ille-et-Vilaine
Village des Collectivités Territoriales
1 avenue de Tizé
CS13600
35236 Thorigné Fouillard Cedex

Tél : 02.99.23.31.00

Comptable public assignataire des paiements :

Monsieur le Trésorier de Rennes Municipale
Le Colbert
31-32 place du Colombier
B.P. 23104
35031 Rennes Cedex

Tél. : 02.99.31.48.66

Article 11.3 : Paiements

Le paiement s'effectuera mensuellement sur la base de la facture émise par le titulaire en ce qui concerne la prestation d'hébergement/exploitation/maintenance.

Les autres prestations de service seront réglées sur service fait.

Article 11.4 : Présentation des demandes de paiement

Suite à l'admission des fournitures, les factures afférentes au paiement des prestations porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- ✚ le nom et l'adresse du créancier,
- ✚ le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement,
- ✚ le numéro du marché,
- ✚ la date de notification du marché,
- ✚ la nature de la prestation demandée,
- ✚ le montant HT de chaque prestation,
- ✚ le taux et le montant de la TVA,
- ✚ le montant total TTC des prestations exécutées,
- ✚ la date de facturation.

Article 11.5 : Délai global de paiement

Les prestations seront rémunérées par mandat administratif selon la réglementation en vigueur.

Les sommes dues au titulaire, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Article 12 : Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC, les pénalités applicables sont celles indiquées à l'article 7.7 du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Article 13 : Confidentialité

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, décisions dont ils auront eu connaissance durant l'exécution du marché.

Ils s'interdisent notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable du Pouvoir adjudicateur.

Article 14 : Propriété des données

Le CDG35 demeure propriétaire du contenu des données exploitées, traitées, hébergées et sauvegardées pour son propre compte par le titulaire. Le marché ne confère aucun droit d'utilisation des données au titulaire, qui ne peut ni les divulguer ni les transmettre à des tiers.

Article 15 : Résiliation

Le présent marché pourra être résilié pour les motifs et dans les conditions fixées au CCAG-TIC (chap. 8).

Article 16 : Assurance

Seules les stipulations de l'article 9 du CCAG-TIC relatives aux assurances sont applicables.

Article 17 : Règlement des litiges

Les contestations ayant trait à l'application du présent marché et à toutes les obligations qui en découlent, seront à défaut d'accord à l'amiable, soumises au Tribunal Administratif de Rennes.

Article 18 : Modification du marché

Toute modification du présent marché fera l'objet d'un avenant.

Article 19 : Dérogation au CCAG-TIC

L'article 15 du présent CCAP, déroge à l'article 14 du CCAG-TIC.